

Edito**INEES pour une recherche OPERationnelle**

Constitué en 1998 INEES vient de recruter un chargé de direction pour développer ses activités.

L'objectif affiché? Devenir un pôle d'excellence européen de l'économie solidaire (ES).

Ses activités? Echange des bonnes pratiques, recherche conceptuelle, force de proposition pour la reconnaissance et la valorisation de l'ES et lobbying institutionnel.

Son programme? Il est en cours de construction, mais déjà quelques pistes sont identifiées:

- définitions de l'économie solidaire - le champ d'investigation
- repérage et mise en réseau des acteurs de l'économie solidaire au niveau européen et mondial
- suivi et implication dans des événements, séminaires et conférences
- propositions pour un environnement et/ou un cadre juridique favorable à l'ES

Notons qu'une des valeurs fortes de l'économie solidaire étant la participation et la valorisation des ressources, ce programme s'enrichira des apports de tous ceux qui voudront bien contribuer aux activités d'INEES.

Ses moyens? une aide financière du réseau Objectif Plein Emploi (OPE - cf. article ci-contre) pour 2 années de fonctionnement, une newsletter mensuelle dont nous vous proposons ce n° 0 qui sera un outil d'information interne et externe, une publication semestrielle avec des articles de fond, un centre de ressources et certainement à venir des projets européens, voire du conseil auprès des autorités publiques.

Ses rapports avec OPE? Plusieurs opérateurs actifs d'OPE sont membres d'INEES et Romain Biever (cf. interview au verso), un des 2 administrateurs délégués d'OPE en est le Président. On pourrait comparer INEES à une fondation d'entreprise, qui n'intervient pas directement sur le développement de celle-ci, mais qui, avec les objectifs définis plus haut, a l'ambition d'ouvrir des horizons et légitimer (y compris en terme de théorie économique) les activités d'OPE au Luxembourg et dans son contexte européen et mondial. Proche du terrain, INEES aura un caractère ... comment dire ... très OPERationnel.

Eric LAVILLUNIERE

CV succinct Eric LAVILLUNIERE

40 ans – 2 enfants – a débuté son engagement militant au début des années 90 au Réseau d'Économie Alternative et Solidaire (REAS en France, puis au MB2) – a animé un Pôle d'économie solidaire en Auvergne et accompagné plusieurs projets en agriculture biologique, commerce équitable, culture, filière bois-énergie – a rejoint la CECOP (Confédération Européenne des Coopératives de Production) à Bruxelles en 2001 et travaillé sur les thématiques de Responsabilité Sociale des Entreprises, de l'entreprise sociale et du rapport avec les mouvements sociaux notamment dans les Forums Sociaux Européens.

Présentation INEES

**L'Institut Européen de l'Économie Solidaire (INEES)
... une histoire liée à OPE...
... pour traiter de paradigmes fondamentaux**

La genèse

Impossible de comprendre ce qui a amené à la création d'INEES sans se plonger dans l'histoire du réseau Objectif Plein Emploi (cf. http://www.ope.lu/fileadmin/files/livre_8.pdf in Fr.). Sans entrer dans les détails, précisons que ce réseau luxembourgeois est né du désir de mettre en commun les ambitions et les savoir-faire de «l'Action Sociale pour Jeunes», qui dès 1984 au moment des grandes restructurations industrielles accompagnait les jeunes dans la construction de leur avenir professionnel, et du syndicat OGB-L qui, au-delà de la mission traditionnelle de la défense des intérêts des travailleurs, souhaitait explorer et s'investir dans la recherche de solutions nouvelles pour les personnes sans emploi.

Très vite (en 1988) la dimension européenne est affirmée et mise en pratique dans une participation active au réseau EGLEI (European Group for Local Employment Initiatives) qui a permis de nombreux échanges sur les pratiques de développement local et de l'emploi. Et quand celui-ci devient moins actif, OPE, particulièrement motivé pour poursuivre ses travaux dans une optique de dynamique transfrontalière, crée INEES en 1998 avec des chercheurs et/ou praticiens de l'économie solidaire du Luxembourg, d'Allemagne, de Belgique et de France, mais également de Suisse.

Développement et consolidation

Cette période correspond à une phase de pleine expansion du réseau OPE qui entre 1996 et 2003 va multiplier ses effectifs par 6 pour arriver à près de 650 salariés répartis entre l'association OPE elle-même (créée en 1999) et les 30 différents Centres d'Initiative et de Gestion Locaux (Régionaux ou Sectoriels dans certains cas – les CIGL/R/S) mis progressivement en place dans le cadre des politiques de développement local pour répondre aux besoins locaux en matière de services de proximité, de culture, de tourisme, d'environnement etc.

On ne peut pas citer toutes les activités, mais le CIG d'Esch/Alzette par ex. anime un espace multimédia de formation, un centre de création vidéo, une salle d'accès à Internet, une halte-garderie, une mise à disposition de bicyclettes, une équipe «environnement» d'entretien d'espaces verts, une équipe «services de proximité» qui fait du ménage à domicile, du petit bricolage, et autres services divers notamment en direction des personnes âgées, une équipe entretien « autoroute», une équipe socio-écologique qui intervient sur un parc régional transfrontalier (entretien, balisage, aménagements de mobiliers de plein air etc.). Bref, ce sont environ 40 personnes salariées qui sont employées sur ce site.

En 1999 la France innove en créant un Secrétariat d'État à l'Économie Solidaire et insuffle une dynamique au niveau européen. De son côté INEES organise un séminaire européen «le développement local, un instrument efficace de l'économie solidaire» à Longwy en avril de cette même année.

Suite au verso

L'interview du mois

Romain Bieber, Président d'INEES et administrateur délégué d'Objectif Plein Emploi

Nous avons vu les objectifs d'INEES et ce qui a amené à sa création, mais peux-tu nous en dire plus sur ce que tu ambitionnes pour ce réseau?

Etant donné que INEES se situe au niveau international, ce travail en réseau nous permettra de développer un concept européen homogène et cohérent d'économie solidaire. Ceci ne se limite pas à un travail purement scientifique, bien au contraire: nous nous attendons à des résultats concrets, tant au niveau économique que politique.

Mais comment souhaitez-vous fonctionner?

Nous nous sommes ralliés à des partenaires de renommée internationale et avec une expérience profonde dans l'économie solidaire, chacun étant expert dans un domaine spécifique différent. Ainsi nous développerons un concept qui est basé à la fois sur l'expérience pratique et sur les connaissances théoriques.

Justement quels sont les partenaires identifiés ?

Nos partenaires sont des instituts, universités, centres de recherche, des projets européens et de nombreux réseaux de l'économie sociale et solidaire.

L'entrée est donc fondamentalement européenne, mais qu'est-ce que les acteurs socio-économiques du Luxembourg pourront en retirer?

Pour le Luxembourg c'est la possibilité de développer un système économique solidaire, solide et durable qui pourra devenir le 3e pilier de l'économie nationale, ambition que la coalition gouvernementale actuelle a exprimée pour la présente période de législature.

En fait, si j'ai bien compris, INEES avec ses partenaires luxembourgeois en tête, voudrait être une locomotive pour promouvoir un corpus théorique favorable à l'économie solidaire. Mais n'est-ce pas un peu trop ambitieux?

Non. Après tout, les expériences d'OPE sont dignes d'exemplarité. En les joignant aux expériences des autres, nous serons riches de l'apport de tous.

Propos recueillis par Christina Schürr

Les membres d'INEES Anne Da Rin-Jaulin, Romain Bieber, Romain Binsfeld (OPE – Lu), Catherine Leroy (Fondation Rurale de Wallonie – Be), Friedrich Seibel (European Centre Community Education Koblenz – De), Gérard Vautrin (Centre Universitaire de Coopération Economique et Sociale Nancy – Fr), Heinz Ries (Universität Trier – De), Isidor Wallimann (Höhere Fachschule für Soziale Arbeit Basel – Ch), Nikola Löns (Université Luxembourg), Suzanne Elsen (Fachhochschule München – De).

Sont également associés aux travaux:

Antonella Noya (Programme LEED - OCDE), Claude Wehenkel (Centre de Recherche Public Henri Tudor (CRPHT) – Lu) et Laurent Gardin (Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Economie (CRIDA) – Fr).

Présentation INEES (suite)

Le renforcement des partenariats et de l'implication au niveau européen

Après avoir assis son ancrage local, OPE monte avec INEES une formation spécifique d'agents de développement local pour la grande région (financement Interreg 3A obtenu en 2003), organise en 2001 la 1ère conférence nationale des acteurs bénévoles du réseau et commande un audit de fond sur ses activités au CRIDA (Centre de Recherche et d'Information sur la Démocratie et l'Economie) qui a certainement été le premier à conceptualiser l'économie solidaire en France. Dans la même idée de confronter ses intuitions avec d'autres expériences européennes, OPE s'associe au programme LEED (Local Economic and Employment Development) de l'OCDE, met en place des Plans d'Actions Locaux (PAL) qui s'inscrivent dans la Stratégie Européenne pour l'Emploi (SEE) et adhère au Réseau Européen des Villes de l'Economie Sociale (REVES) qui travaille sur les partenariats économie sociale/autorités locales. Au plan national, OPE joue un rôle initiateur dans la création de la plate-forme économie sociale et solidaire au Luxembourg qui réunit 12 organisations socio-économiques désireuses de construire un message politique global cohérent et d'être un interlocuteur crédible auprès du gouvernement. Ce réseau organisa, avec LEED et la CEP-CMAF (Conférence Européenne Permanente des Coopératives, Mutuelles, Associations et Fondations) en Mars 2005 la conférence européenne «l'économie sociale et solidaire, acteur central de la cohésion sociale et de la stratégie de Lisbonne» sous le patronage de la Présidence luxembourgeoise de l'Union Européenne.

Une envie d'avenir

Le Réseau Objectif Emploi a décidé d'investir beaucoup plus fortement dans INEES en ce début d'année 2006. Le sens y est clair. Ses 20 ans d'activités démontrent ses capacités d'innovations sociales et de constructions de partenariats avec les autorités publiques et des réseaux de citoyens. Mais c'est un réseau à la fois fort et fragile. Les vents de politiques libérales qui soufflent sur les pays de l'UE voudraient réduire l'économie solidaire dans une logique de réparation (inclure les personnes exclues du système dominant) et/ou les cantonner à des missions de services publics à moindre coût (services de proximité). OPE pourrait s'inscrire dans ce schéma et négocier au mieux le soutien des autorités publiques dans une logique de développement propre. Mais son ambition est autre: inscrire durablement ses activités entre économie publique (avec ses activités régaliennes traditionnelles) et économie privée classique (avec ses entreprises de capitaux qui produisent de la richesse) dans un nouveau contrat social partagé par toutes les parties prenantes concernées dans les territoires et des modes de financements mixtes (ressources privées, publiques et bénévoles). Le dogme du «on ne peut redistribuer, pour réparer les dommages provoqués par l'économie de marché, que la richesse produite» est très prégnant aujourd'hui. Il est demandé à INEES, en s'appuyant sur la force des réseaux, d'argumenter sur la «productivité» sociale, économique, culturelle et environnementale de ses réalisations et de démontrer la pertinence de «l'entreprendre autrement» que portent fièrement les acteurs de l'économie sociale et solidaire (avec les coopératives, les mutuelles, le monde associatif et les organisations qui se retrouvent dans ce corpus de valeurs).

A ceux qui n'ont que des certitudes, nous opposerons nos doutes et nos questionnements. Mais nos convictions également...
E.L.